

"Une sainte alliance contre la misère" dans La Dernière Heure (30 avril 1948)

Légende: Le 30 avril 1948, à l'occasion de la ratification par la Belgique du traité de Bruxelles créant l'Union occidentale, le quotidien libéral belge La Dernière Heure dénonce la vaine opposition du Parti communiste lors des débats parlementaires et considère la lutte contre la misère comme l'une des tâches essentielles de l'Union occidentale et de la future Europe unie.

Source: La Dernière Heure. Le plus grand journal belge, le mieux renseigné. 30.04.1948, n° 121; 43e année. Bruxelles. "Une sainte alliance contre la misère", p. 1.

Copyright: (c) La Dernière Heure

URL: http://www.cvce.eu/obj/une_sainte_alliance_contre_la_misere_dans_la_derniere_heure_30_avril_1948-fr-3f2e918c-0392-4e50-9fcb-504ae01bacf3.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

La sainte alliance contre la misère

Le Pacte à Cinq a donc été ratifié par la Chambre, comme il l'a été par le Sénat. Cette ratification répond incontestablement aux vœux de la presque totalité de la population belge. Sans doute, les porte-parole du parti communiste s'y sont-ils opposés, mais sans élan et sans éclat, comme s'ils se rendaient compte du peu d'écho que rencontre leur opposition.

C'est en vain qu'ils présentent l'union des Cinq comme une menace pour la paix, et comme un acte de politique agressive vis-à-vis de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Personne n'y croit sérieusement et nous pensons qu'ils n'y croient pas beaucoup non plus.

Mais les besoins de la propagande primant, il est bon de susciter les méfiances, de représenter l'union des Cinq comme la troupe avancée du capitalisme et du fascisme: air connu.

La vérité est plus simple : cette union s'est imposée comme une entraide indispensable à la restauration du bien-être des cinq nations participantes et comme une œuvre de défense éventuelle, défense impossible à réaliser isolément.

Le premier ennemi pour les Cinq n'est pas le communisme, c'est la misère, et la première tâche des Cinq est de la faire disparaître grâce à leur coopération. Cette tâche sera lourde. Les partis communistes tenteront peut-être bien de la compliquer. Mais cette hostilité ne constituera pas, croyons-nous, le grand obstacle à sa réussite. En ordre principal, c'est sur le terrain économique et social que les difficultés vont se dresser multiples et variées, et l'on n'aperçoit guère qu'elles puissent être surmontées au milieu du chaos monétaire actuel. Assainir les monnaies malsaines, équilibrer les finances constitue deux problèmes considérables à résoudre au préalable.

Cela fait, des intérêts nationaux et des intérêts privés énormes vont se trouver aux prises; mais, sur ce terrain-là, ou tout peut se chiffrer, les solutions finissent toujours par s'imposer à des esprits non prévenus.

Le terrain psychologique est moins ferme : il y a, de pays à pays, des conceptions et des intérêts politiques, des traditions et des habitudes si différents qu'il faudra coûte que coûte modifier! Il est à craindre que tous les contractants du pacte ne puissent y réussir avec la même rapidité ni avec une absence totale d'arrière-pensée.

Ce n'est un secret pour personne que l'adaptation de l'Angleterre et de ses dominions aux nécessités de l'union des Cinq sera particulièrement laborieuse. La politique suivie jusqu'à présent en Grande-Bretagne et qui prétend exporter au maximum en important au minimum, cadra difficilement avec l'obligation d'étendre le plus possible les échanges entre les cinq pays participant au pacte.

Il ne sera pas moins ardu d'accorder les régimes de subventions qui faussent le niveau des salaires et des prix de revient, comme c'est le cas en Angleterre et en Hollande, avec les régimes dans une large mesure à plus de liberté comme en France et chez nous.

Toutes ces difficultés se résoudront par étapes, mais, sous peine d'échec, les étapes devront se succéder rapidement. Ce sera difficile, mais ce n'est pas impossible. L'œuvre à accomplir est immense, et sans précédent. C'est une création entièrement nouvelle à mettre sur pied. Les pays intéressés s'attaquent à la besogne courageusement et sans perdre de temps. Souhaitons qu'ils s'y attachent dans un esprit de réalisme immédiat, et qu'ils ne veuillent pas embrasser plus qu'il n'est possible d'atteindre.

En pareilles circonstances, les idéalistes enthousiastes, qui sont, en général, gens sympathiques, sont pourtant de dangereux conseillers. Loin de se dire qu'à chaque jour suffit sa peine, ils échafaudent des plans grandioses, désirables même, mais qui ne seront de saison que si des bases plus modestes, moins spectaculaires, mais solides, ont été d'abord établies.

Nous pensons, par exemple, aux bonnes intentions des personnalités socialistes qui se sont réunies, à Paris, il

y a quelques jours, pour se mettre au service de l'Union européenne et pour adopter un plan d'unification de l'Europe rêvé par le vénérable Léon Blum.

Dans leur exaltation, ces socialistes nous paraissent s'être un peu perdus dans les nuages. On peut se demander aussi s'il est juste et s'il est opportun de présenter la création des Etats-Unis d'Europe comme une entreprise essentiellement socialiste. La conception des Etats-Unis d'Europe est fort ancienne, et bien antérieure en tout cas au socialisme. Il ne paraît pas fort sage d'en faire l'apanage d'un seul parti, encore moins de la prôner comme le moyen de réaliser en grand le programme de ce parti, ou encore de prétendre « à priori » que la réalisation de ces Etats-Unis ne pourra être obtenue que par le truchement de nationalisations, étatisations et superétatisations internationales.

Il existe d'autres méthodes que l'étatisation pour accomplir la coordination des efforts des démocraties libres de l'Occident. Nous tiendrions un langage analogue aux démocrates-chrétiens à la Gasperi s'il leur prenait envie de prôner l'unification de l'Europe occidentale comme un moyen de faire triompher leurs conceptions confessionnelles et de les imposer. Il ne s'agit pas d'une œuvre de parti, ni de confession religieuse.

En vérité, si les Etats-Unis d'Europe doivent un jour être réalisés, ce sera l'œuvre des peuples tout entiers.

Nous sommes encore loin de si belles perspectives et ce sont des tâches plus terre à terre, mais plus immédiatement utiles et nécessaires qui requièrent des compétences et des bonnes volontés, une entière liberté d'esprit vis-à-vis des préjugés et des partis pris. Les théories préconçues ne peuvent que compliquer les choses, retarder l'union désirable de toutes les forces possibles. Le vrai problème aujourd'hui, c'est de vaincre la misère. Sur ce but-là, tout le monde peut aisément tomber d'accord. L'union des Cinq, l'union des Seize, est une sainte alliance contre la misère.